

**Eric de La Maisonneuve\***

## ***QUELS ENJEUX STRATÉGIQUES ?***

A une époque où tout s'impose immédiatement prioritaire, où les événements se chevauchent et les actualités se démentent, c'est une gageure de vouloir distinguer dans ce lot d'urgences et de nécessités quels sont et seront les « enjeux stratégiques » des prochaines décennies : de quoi faut-il s'occuper aujourd'hui pour faire en sorte que demain soit vivable ? On voit bien que la liste est longue et variée et qu'on a l'embarras du choix. Tout le problème est là : sur quels critères fonder ce choix ?

On aurait pu opter pour le paramètre climatique, en suivant la mode écologique et en considérant que la question environnementale est déterminante. Certes, le changement climatique est une réalité inquiétante et il serait stupide de la sous-estimer. Il y a, au sens propre du terme, un « enjeu climatique » mais, en toute honnêteté, y pouvons-nous grand-chose ? Sa cause est-elle essentiellement anthropique et, même si cela était avéré, que pourrions-nous tenter qui ne soit pas vain pour empêcher - de quel droit ? - une partie de l'humanité de prétendre au développement et donc, au moins dans un premier temps, de continuer à exploiter exagérément notre planète Terre ? Le sujet est évidemment primordial mais il ne devrait pas occulter d'autres problèmes, tout aussi importants, dont les hommes sont entièrement responsables et sur lesquels des actions correctives sont possibles et dans des délais raisonnables.

Malgré deux guerres mondiales et leurs cent millions de morts, malgré les famines, les génocides, la grippe espagnole et toutes les révolutions et épurations sanglantes qui ont coûté autant de victimes et qui auraient dû amputer l'humanité, la grande affaire du XX<sup>e</sup> siècle a été la multiplication par cinq du nombre des habitants de la planète, de 1,2 à 6 milliards d'individus. Avant d'atteindre son asymptote, l'humanité devrait poursuivre encore sa croissance jusqu'au milieu du siècle pour plafonner, dit-on, vers

---

\* Eric de La Maisonneuve, général de division (2S), est Président de la *Société de Stratégie*, éditrice de la revue AGIR.

9 milliards de membres. S'il y a bien un défi et un enjeu, dès maintenant, c'est celui-là : comment permettre à ce nombre inédit d'êtres humains de survivre, de vivre en bonne intelligence et, si possible, de progresser vers une vie meilleure ?

Certes, cette question paraît se situer à des années-lumière de nos préoccupations quotidiennes qui concernent les aléas climatiques, les indices trimestriels, les statistiques du chômage, les faits divers plus ou moins dramatiques de nos sociétés, sur lesquels les médias surfent avec constance pour captiver notre attention, parfois avec cynisme pour exploiter nos émotions. En réalité, il s'agit, à des altitudes et sous des prismes différents, de la même affaire : la multitude des êtres humains d'un côté, l'affichage oppressant de leurs malheurs d'un autre, ne sont que les expressions des défis qui se posent à notre humanité et des enjeux qu'ils sous-tendent. Tout part de là et tout y revient, même s'il faut, en passant, se pencher plus longuement sur des enjeux transversaux, comme ceux de l'alimentation, de l'environnement, de la sécurité, du développement, entre autres. Mais il ne faudrait pas que les arbres cachent la forêt et qu'on en oublie l'essentiel : au XXI<sup>e</sup> siècle, ce qui est « en jeu », c'est tout simplement le « destin » de l'humanité.

Pour simplifier et articuler le raisonnement, on peut présenter cet enjeu sous forme de tryptique : la survie pour tous d'abord, ce qui suppose des lieux d'accueil et d'habitat, de quoi nourrir aussi bien les corps, les esprits et les âmes, un air respirable ; le développement ensuite, car c'est en grande partie dans l'amélioration de leur condition que se situe la dignité des hommes ; tout cela - qui est déjà considérable en soi - ne pouvant être atteint ou maintenu sans un minimum d'ordre ou, pour ne pas effaroucher les bonnes âmes, sans une certaine organisation des sociétés, qu'on appelle aujourd'hui « gouvernance ». Le chaos ou l'anarchie n'ont jamais favorisé le progrès humain ; avec le grand nombre actuel, ils interdiraient qu'on puisse envisager d'atteindre ces objectifs dans les prochaines décennies. Au contraire : ils seraient des accélérateurs de famines, de guerres civiles, de déplacements de populations..., et sans doute d'un déclin de l'humanité.

### **L'enjeu de l'ordre mondial**

Dans une humanité qui comptera bientôt sept milliards d'habitants - un doublement en moins de quarante ans - l'enjeu principal est celui de l'ordre. Son absence - l'anarchie au sens étymologique - ou son contraire - le désordre - privent, on le voit bien à travers l'actualité des catastrophes naturelles, les populations, pauvres en particulier, de toute possibilité d'accéder à une vie normale. Ce grand nombre est inédit, avec des densités dans certains pays et des concentrations dans des zones urbaines telles qu'il faudrait tout réinventer pour les rendre supportables et durables. On

imagine mal ce qu'entraînerait une catastrophe dans une agglomération comme Chongqing en Chine (32 millions d'habitants), au Caire ou à Mexico dont les populations approchent les 20 millions d'habitants ; on redoute à l'avance ce que provoquerait sur ses voisins un exode pakistanais ou bengladi ; on n'ose pas envisager les émeutes que déclencherait une famine dans quelques mégapoles africaines, à Kinshasa, à Nairobi ou à Lagos. Face à des risques dits naturels que l'évolution climatique rend probables à un rythme et avec une intensité de plus en plus forts, la première nécessité est celle d'une meilleure organisation politique et sociale qui permette la protection et la stabilité des populations.

Or, dans une soixantaine d'Etats et pour près de deux milliards d'habitants - un tiers de l'humanité -, l'organisation politique et sociale est inexistante, en faillite ou totalement inadaptée. Une partie du monde est « hors contrôle ». Les populations y sont livrées à elles-mêmes - ou aux prédateurs qui rôdent dans leurs parages -, et incapables de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Ces taches grises qui s'étendent à la surface du globe y sont autant d'abcès de fixation de la misère et, partant, de la violence et de ses dérivés. Tout l'effort de la « communauté internationale », pour peu que cette expression ait un sens, consisterait donc, dans l'urgence, à se pencher sur le cas des « Etats faillis » et, par des procédures qu'il convient de mettre au point, de leur apporter l'assistance nécessaire pour qu'ils retrouvent, s'ils l'ont jamais connu, l'ordre indispensable à la vie de leurs populations. A cet égard, les réponses apportées dans le passé lointain ou plus proche à des situations similaires - comme la colonisation ou l'envoi de « casques bleus » - n'étant ni acceptables ni efficaces, il appartient au Conseil de sécurité des Nations unies de prendre enfin ses responsabilités et de s'engager à résoudre ce problème. Sinon la Somalie déteindra sur toute la corne de l'Afrique, le Yémen sur toute la péninsule arabique, etc. L'exemple du Kosovo, pourtant si décrié lors de l'instauration de son protectorat, - ou celui du Timor oriental - devrait être regardé de près et peut-être repris ailleurs.

Cela signifie qu'il faut sortir de l'hypocrisie s'agissant de la « gouvernance mondiale ». Sous le prétexte facile de respecter la souveraineté des nations et de ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures, on continue ici et là de faire des envolées lyriques sur les « droits de l'homme », sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, en semblant ignorer que l'absence d'ordre mondial est le principal obstacle aux libertés fondamentales. On fustige (modérément) les régimes autoritaires sans remarquer qu'eux au moins font respecter l'ordre. Si celui-ci est parfois injuste, il l'est toujours moins que le désordre qui, toujours, à l'injustice ajoute la violence. Le Conseil de sécurité s'intéresse à limiter la prolifération nucléaire : très bien ! Le G8 - ou G20 - veut modifier les

déséquilibres monétaires et rétablir les finances mondiales : parfait ! Mais *quid* de l'ordre politique et social de ces soixante pays ?

Il faut dénoncer là la frilosité de la plupart des responsables politiques et leur fuite devant les responsabilités qui sont normalement les leurs. S'ils sont aux hautes fonctions qu'ils occupent – par désignation ou par élection –, ce n'est pas uniquement pour inaugurer les chrysanthèmes ou pour jouir de la maîtrise du pouvoir. C'est justement pour contribuer à résoudre les problèmes, dans leur propre société en priorité, mais dans le contexte de la mondialisation - qui n'est pas seulement un artifice économique - au niveau de l'humanité en général. Sinon, à qui cette tâche sera-t-elle dévolue ? A des technocrates internationaux, par définition irresponsables ? A des humanitaires, généreux mais illégitimes ? Le déclin du politique, qui est si néfaste au niveau national, devient dramatique sur le plan international. Et on peut prévoir que rien ne s'améliorera prochainement dans la gouvernance mondiale tant les systèmes politiques sont accaparés par leurs préoccupations locales : la crise et l'insécurité font effectivement des ravages.

Avant toute chose, les pays qui en ont encore les moyens doivent se protéger devant la gangrène de l'anarchie qui ronge une partie du monde. Quelles que soient les réticences légitimes à leur égard, les politiques de sécurité sont devenues indispensables. On peut toujours - et c'est facile - jouer sur les cordes de la compassion, il arrive un stade où il faut fixer des limites et faire le ménage. Ce n'est jamais de gaîté de cœur - car il y a toujours des excès - mais cet enjeu est capital : encore une fois, mieux vaut un ordre injuste qu'un grand désordre. L'ordre juste est bien sûr préférable, mais n'est-ce pas, dans les conditions actuelles, une utopie fantasmée ? En tout cas, il faut rappeler inlassablement que la sécurité est le premier des droits et la condition de toute liberté.

### **La survie de l'humanité**

Sans sombrer dans les grandes peurs millénaristes ni envisager une « régulation » de la démographie mondiale comme le firent, à leur époque, la peste noire ou la grippe espagnole, on peut se poser la question de la capacité de nos sociétés et de la planète à permettre qu'y survivent « convenablement » sept puis bientôt neuf ou dix milliards d'habitants. Serons-nous en mesure de leur offrir des conditions de vie minimales telles qu'ils puissent encore se nourrir et respirer ? Voilà l'essentiel qui n'est pas une billevesée et que confirment les spécialistes agronomes et les experts de l'environnement. Dans l'absolu et dans des conditions « normales », la terre pourrait certainement nourrir dix milliards d'habitants, sinon plus. Seulement voilà, les conditions deviennent « anormales » et ne sont plus partout réunies pour assurer la vie : les terres arables se réduisent à la

double mesure de l'urbanisation et de la désertification ; l'eau douce disponible se raréfie, le plus souvent parce qu'elle est gaspillée, notamment dans l'agriculture et dans les traitements industriels ; les techniques d'exploitation agricole, demeurées archaïques dans bien des régions, sont peu productives ; le changement climatique rend certaines régions peuplées plus difficiles à vivre et plus grande l'amplitude des situations extrêmes, qu'il s'agisse d'inondations ou de sécheresses.

En 2010, d'un côté la récolte de céréales a brûlé sur pied en Russie tandis qu'ailleurs celle du Pakistan était noyée par les fleuves en crue. En Chine du nord, à une longue sécheresse hivernale ont succédé des inondations exceptionnelles, ruinant là aussi une partie des récoltes. Dans la cordillère des Andes et au Brésil, le déficit de pluviométrie est tel que l'Amazone a vu son niveau s'effondrer. Et ces drames affectent quelques-uns des greniers à céréales du monde. D'ailleurs, les cours des matières premières agricoles flambent en même temps que les stocks mondiaux s'écroulent. Certes, grâce au réchauffement climatique, de nouvelles terres s'ouvrent, en Sibérie, en Argentine, en Afrique, mais dans des zones sous-développées ou sous-peuplées, où les conditions d'exploitation sont problématiques. Certes, grâce aux progrès scientifiques, de nouvelles variétés seront mises au point, plus résistantes, moins gourmandes en eau et en engrais, mais certainement plus coûteuses. L'alimentation d'une humanité nombreuse sera sans doute possible, mais à quel prix ? Si celui-ci doit exclure une partie toujours importante des populations, alors le risque d'« émeutes de la faim » deviendra une réalité, comme en 2008.

S'agissant de l'environnement, on voit mal comment la situation pourrait ne pas se dégrader. En effet, si les pays développés, principalement européens, ont pris conscience du problème climatique et s'engagent dans une voie plus vertueuse pour diminuer leurs rejets de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, en revanche – et on a pu mesurer les désaccords lors du Sommet de Copenhague en décembre 2009 – les pays émergents et en voie de développement sont loin d'adhérer à cette logique. Leur priorité reste celle du développement, consommateur d'énergies primaires fossiles et donc pollueur, et ils font retomber la responsabilité des désordres climatiques sur les pays riches qui ont gaspillé les richesses de la planète pour leur seul profit. Ainsi, il paraît douteux qu'on parvienne avant une trentaine d'années à inverser les courbes de pollution. L'environnement ne va donc pas s'améliorer prochainement, du moins à l'échelle de la planète, constat que l'on peut déjà faire aujourd'hui en allant passer quelques jours dans les mégapoles chinoises. L'idéal serait de trouver une solution - par une aide financière massive, par des transferts de technologie ? - pour que ces pays accèdent au développement par des voies innovantes et propres. Quand on sait que la Chine va doubler sa consommation d'énergie d'ici à

vingt ans et que sa production énergétique provient à 80 % du charbon, on a des raisons d'être sceptique sur ce genre d'espérances.

### **L'enjeu du développement**

Cette question du développement est pourtant bien l'enjeu majeur du siècle. A supposer que l'humanité parvienne, non sans problèmes ni conflits, à se maintenir en vie dans son ensemble et à se perpétuer, encore faudra-t-il qu'elle progresse sur la voie du développement. La mondialisation, effective au moins dans le domaine de l'information, a répandu partout une perception des standards de vie occidentaux. Ceux-ci, axés sur l'accès aux biens matériels et à leur consommation, exaltés par la publicité et par les médias, semblent ainsi à la portée de tous, non seulement comme une possibilité mais surtout comme un droit. Or, il y a loin aujourd'hui de la coupe aux lèvres. Comment passer du déséquilibre criant entre pays riches et pays pauvres, d'une situation où 20 % des hommes possèdent 80 % des richesses existantes et produites à une situation plus acceptable pour les uns, plus supportable pour tous les « autres » ?

Les deux grandes idées qui prévalent, et qui constituent de réels enjeux, sont d'une part de créer suffisamment de nouvelles richesses réparties au profit de l'humanité dans son ensemble, d'autre part de faire en sorte que cette nécessaire croissance ne soit pas destructrice de l'environnement : un développement qui soit à la fois vertueux et propre. Ces objectifs - qui rejoignent ceux du « millénaire » invoqués par les Nations unies - supposent des financements massifs et des transferts de technologie vers les pays en voie de développement ; ceux-ci ne peuvent se permettre d'attendre que se déroule le long cycle de l'évolution socio-économique et de passer par toutes les étapes qu'ont connues les pays développés. Pour aller vite, car il y urgence, il leur faut accéder à des solutions innovantes et bénéficier d'une aide substantielle de la communauté internationale. Nous ne devons plus continuer d'arroser des régions et des pays, au cas par cas, sans autre efficacité que de permettre à des régimes contestables de se maintenir au pouvoir et à des populations exsangues de survivre. En provoquant la création de nouvelles richesses et en contribuant à mieux les répartir pour ne pas accentuer les déséquilibres mondiaux, ces investissements seront particulièrement rentables et sécurisants pour les deux parties. En facilitant partout les transferts de technologie, on permettra à de nombreux pays non seulement de rattraper leur retard et de jouer un rôle accru dans l'économie mondiale, mais de le faire aussi dans des conditions « écologiques » acceptables. Tout le monde aura ainsi gagné sur tous les tableaux. Encore faut-il le comprendre, le vouloir et se donner les moyens de le pouvoir.

Dans les conditions actuelles de fonctionnement de la communauté internationale, en l'absence d'ordre et de gouvernance, où chacun ne pense qu'à soi et « chaque Etat à ses seuls intérêts », pour reprendre la formule du Général de Gaulle, ces enjeux - du moins ceux du développement - paraissent totalement hors d'atteinte.

Pour que cela change, on peut émettre deux hypothèses. La première serait celle des circonstances : qu'un événement majeur, quelle qu'en soit la cause ou la manifestation, d'ampleur mondiale, dramatise la situation et *accule* les dirigeants et les responsables à rompre avec leurs habitudes de gestion en s'engageant sur des pistes nouvelles. La crise actuelle aurait pu être ce déclencheur ; on voit bien que de replâtrages en anesthésies, elle est en voie d'atténuation et, sans doute, de déviation vers d'autres domaines. Reste à attendre le nouveau choc qui remettra en cause le système de façon encore plus violente et qui contraindra peut-être au changement. L'histoire nous apprend que les avertissements ou enjeux invoqués sont rarement pris en compte avant la tempête. Seule leur traduction dramatique dans les faits, en rompant les amarres avec le système de gestion, oblige à prendre des mesures radicales et à faire autrement.

La seconde - on peut toujours rêver - serait l'option dite « stratégique » : que, face aux enjeux majeurs enfin analysés et pris en considération, « on » cherche à retrouver des espaces de manœuvre et, pour tout dire, de la « liberté d'action ». C'est un truisme de répéter que nous vivons dans un monde où la complexité et l'urgence s'entremêlent pour rendre hasardeuse la conduite des sociétés. La seule issue pour ne pas être étouffés sous cette avalanche consiste à sortir de ce piège en prenant de la hauteur et des distances. S'il s'agit d'une guerre de tranchées, il faut déplacer le combat ailleurs et se créer des opportunités. S'il s'agit d'une situation « insaisissable », il faut provoquer les circonstances et forcer le destin. Dans tous les cas, se désengager, mettre l'adversaire dans le vide, reprendre la main.

Le seul enjeu stratégique qui vaille finalement, si on veut garantir la survie de notre humanité et, au-delà, assurer son développement, c'est de lui rendre espoir dans son avenir. Et cela passe par la perspective d'un « projet » politique. C'est donc, après plusieurs décennies d'abandon aux forces tentatrices du marché, à un « retour du politique » que nous faisons appel ; et pour l'incarner, à des hommes et à des femmes porteurs de cet espoir, non comme un programme électoral, mais comme un véritable « projet de société ».